

Zeitschrift: bulletin.ch / Electrosuisse
Herausgeber: Electrosuisse
Band: 100 (2009)
Heft: 2

Rubrik: Energiepolitik = Politique énergétique

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 05.04.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

«Pourquoi nous aimons l'énergie nucléaire»

«Et si le nucléaire ...?» Depuis qu'Angela Merkel a une nouvelle fois mis en doute l'opportunité de l'«Atomusstieg» (la sortie de l'atome) pour son pays, le sujet n'est plus tabou dans la presse allemande. Le grand magazine Der Stern a même édité sur la page d'accueil de son site web un article de Francis Sorin, directeur du Pôle information de la Société française d'énergie nucléaire (SFEN), sous le titre «Pourquoi la France aime l'énergie nucléaire». En voici la version française.

Contrairement aux Allemands, les Français n'éprouvent pas de prévention ou de timidité particulière à l'égard de l'énergie nucléaire. Avec 58 réacteurs en service, la France est au premier rang mondial pour la proportion d'électricité nationale produite par le nucléaire. Dans l'article ci-après, Francis Sorin explique les raisons de cet attachement au nucléaire, que même des incidents comme la fuite d'uranium récemment survenue ne remettent pas en cause (Der Stern).



Le gouvernement allemand sous la direction de Angela Merkel songe de nouveau à l'énergie nucléaire.

L'annonce par le président Nicolas Sarkozy, début juillet, du projet de construction d'un nouveau réacteur nucléaire devant entrer en service en 2017 n'a pas provoqué de réaction particulière dans l'opinion française. Celle-ci a depuis longtemps intégré le fait que le nucléaire est aujourd'hui, et demeurera demain, le pilier essentiel de l'approvisionnement en électricité du pays. 58 réacteurs sont en service actuellement, assurant près de 80% de la production électrique de la France. 2 unités supplémentaires s'y ajouteront dans les années 2010 pour préparer le renouvellement progressif du parc nucléaire et ajuster l'offre d'électricité à l'évolution des besoins.

C'est une donnée géographique très simple qui explique pour l'essentiel le choix nucléaire français. Contrairement à beaucoup de ses voisins, comme l'Allemagne par exemple, la France ne dispose pas dans son sous-sol de matières premières énergétiques en quantités significatives. C'est pour pallier ce handicap que notre pays a décidé, au lendemain du choc pétrolier de 1973, de

recourir au nucléaire pour produire son électricité.

Grâce à l'uranium, dont elle a acquis la maîtrise d'importantes ressources dans plusieurs régions du monde et grâce au complément apporté par l'hydraulique, la France est devenue capable de produire son courant électrique par ses propres moyens, sans dépendre des contraintes extérieures. Dans un contexte mondial marqué par la raréfaction et le renchérissement considérable des combustibles fossiles, le nucléaire constitue ainsi pour la France un atout majeur. Il la met à l'abri des chocs de prix, des turbulences, des crises pouvant affecter les marchés internationaux de l'énergie et lui assure l'indépendance dans ce secteur essentiel qui est celui de l'approvisionnement en électricité.

Outre cet avantage stratégique déterminant, le nucléaire s'est révélé une très bonne affaire économique pour le pays. Grâce à des coûts de revient compétitifs, il permet aux Français de bénéficier de tarifs d'électricité parmi les moins chers d'Europe, et qui incluent les charges futures pour le démantèlement des centrales et la gestion des déchets.

Par ailleurs, la France a bâti une industrie nucléaire complète dont le savoir-faire est reconnu. Cela lui vaut de nombreuses commandes à l'exportation représentant en moyenne, chaque année, de l'ordre de 6 mia. d'Euros. Ces exportations soutiennent des milliers d'emplois et constituent un des postes bénéficiaires les plus importants de la balance commerciale du pays.

Bilan environnemental ...

Sur le plan environnemental, les bilans effectués tout au long des années montrent que le nucléaire préserve les milieux naturels de toute pollution dommageable, radioactive ou chimique. Les émissions de dioxyde de soufre et d'oxyde d'azote ont ainsi été réduites en France de 70% à mesure que les centrales nucléaires ont remplacé les ouvrages à combustibles fossiles.

Enfin, atout écologique majeur, le nucléaire n'émet pratiquement pas de CO₂, le

principal gaz responsable du réchauffement climatique. Par rapport à un parc électrogène fossile, le parc nucléaire français évite ainsi chaque année le rejet de plus de 380 mio. t de CO₂, contribution non négligeable à la préservation du climat de la planète.

Il reste bien sûr que le nucléaire présente des risques. Le tout est de savoir s'ils entrent dans la catégorie des risques acceptables. Concernant les déchets à vie longue, dont le volume est très faible, un consensus international existe pour estimer que le stockage en couche géologique est une solution robuste, car permettant de les isoler de la biosphère le temps que leur radioactivité ait diminué à un niveau négligeable. La France travaille à un tel stockage, qui offre la garantie pratiquement totale de n'imposer à nos descendants aucune nuisance inacceptable.

Le risque d'accident apparaît lui aussi correctement maîtrisé. Certes, des incidents se produisent dans les ouvrages nucléaires comme dans n'importe quelles autres installations industrielles. La fuite d'eau contenant de l'uranium intervenue le 9 juillet dans une entreprise implantée sur le site nucléaire du Tricastin, dans le Vaucluse, en est un exemple d'actualité. Cela a provoqué une légère pollution de deux cours d'eau, mais aux conséquences radiologiques négligeables, selon les premières constatations de l'Autorité de sûreté.

... et sanitaire

Lorsque l'on dit que le risque zéro n'existe pas, cela s'applique aussi, évidemment, au nucléaire. Mais s'il ne faut pas minimiser les risques potentiels présentés par l'utilisation de cette énergie, il faut aussi lui reconnaître, globalement, une sûreté très performante. La catastrophe de Tchernobyl, très liée au contexte de l'URSS et à sa technologie, ne remet pas en cause le bilan d'un demi-siècle d'exploitation mondiale des grandes sources d'énergie. Ce bilan montre que c'est le nucléaire qui occasionne le moins de dommages à la sécurité et à la santé des individus.

En France, les centrales nucléaires n'ont fait aucune victime. Un excellent bilan de sûreté peut également être dressé en Allemagne. Certes, un accident reste possible. Mais sa probabilité est infime et tout indique que ses conséquences resteraient limitées, tant pour les personnes que pour l'environnement. Les craintes formulées par certains groupes écologistes allemands selon lesquels le parc électrique français pourrait menacer, par-delà les frontières, les populations de plusieurs Länder paraissent tout à fait infondées.

Au vu de ces considérations, on peut comprendre l'étonnement et le regret de

bien des responsables français face à la décision de l'Allemagne d'abandonner le nucléaire. Le pays est au top niveau de la technologie nucléaire mondiale. Son parc nucléaire marche comme une horloge, évitant chaque année le rejet de dizaines de millions de tonnes de CO₂ ... et l'on va se priver délibérément d'un tel outil alors que le réchauffement climatique menace!

Les regrets sont d'autant plus vifs, de ce côté-ci du Rhin, que les deux pays ont conjugué leur savoir-faire avec succès pour mettre au point l'EPR, le réacteur de 3^e génération le plus avancé sur le marché mondial. Selon les évolutions futures de la situa-

tion en Allemagne, d'autres pistes de coopération seraient possibles, dans l'intérêt de tous. L'enjeu majeur pour la planète est de rendre la production d'énergie libre de CO₂. Les énergies renouvelables seront très loin d'y suffire. L'apport du nucléaire apparaît pour cela indispensable. Dans ce contexte, il est évident qu'une coopération prolongée et renforcée entre l'Allemagne et la France serait un facteur très positif à l'échelle mondiale pour faire progresser le nucléaire et le rendre encore plus sûr, non proliférant et durable.

La version allemande sur le site du Stern: www.stern.de/politik/panorama/:Energie/626804.html?=&Kernenergie. (FRE/bs)

Bundesrat genehmigt Statuten

Der Bundesrat hat die Statuten der schweizerischen Netzgesellschaft Swissgrid AG genehmigt. Er knüpft die Genehmigung allerdings an den Vorbehalt, dass bis Mitte 2009 ein Lösungsvorschlag gefunden werden muss, wie die gesetzlich geforderte Mehrheitsbeteiligung von Kantonen und Gemeinden an der Swissgrid AG sichergestellt werden kann.

Die Swissgrid AG hatte ihre Tätigkeit als schweizerische Netzgesellschaft am 15. Dezember 2006 aufgenommen und vorerst die Aufgaben der bis dahin tätigen Netzkoordinatorin Etrans übernommen. Die gesetzlichen Grundlagen für die nationale Netzgesellschaft (Stromversorgungsgesetz und Stromversorgungsverordnung) sind am 1. Januar 2008 beziehungsweise am 1. April 2008 in Kraft getreten.

Das StromVG verlangt, dass die Statuten der Swissgrid AG vom Bundesrat genehmigt werden müssen. Er prüft dabei insbesondere, ob die Statuten die Versorgungssicherheit der Schweiz, die Unabhängigkeit der Netzgesellschaft sowie den diskriminierungsfreien Netzbetrieb gewährleisten.

Verschiedene Bestimmungen der von der Swissgrid AG bis im Frühjahr 2008 vorgelegten Statuten und Informationen wurden vom Departement für Umwelt, Verkehr, Energie und Kommunikation (UVEK) im Mai beanstandet und zur Überarbeitung zurückgewiesen. Zudem kritisierten die parlamentarischen Enquete-Kommissionen (UREK) im Oktober 2008 die fehlende Unabhängigkeit des Verwaltungsrats der Swissgrid AG, und die Wettbewerbskommission (WEKO) forderte gleichzeitig die Unabhängigkeit der Ausschüsse und Fachkommissionen der Swissgrid AG.

An einer Sitzung von Ende November 2008 wies das UVEK die Swissgrid AG noch einmal auf die für die Genehmigung der Statuten durch den Bundesrat entscheidenden Punkte hin. In der Folge überarbeitete die Swissgrid AG ihre Statuten, die schliesslich

am 4. Dezember 2008 vom Swissgrid-Verwaltungsrat an einer ausserordentlichen Generalversammlung verabschiedet wurden.

Genehmigung unter Vorbehalt

Der Bundesrat hat die neuen Statuten der nationalen Netzgesellschaft Swissgrid AG genehmigt. Dies unter Vorbehalt, dass die Mehrheitsbeteiligung von Kantonen und Gemeinden an der Swissgrid AG gewährleistet werden muss. Die weiteren Bestimmungen der Statuten erfüllen die vom UVEK verlangten Anforderungen an die Unabhängigkeit.

Gemäss StromVG müssen das Kapital der Swissgrid AG und die damit verbundenen Stimmrechte direkt oder indirekt mehrheitlich im Besitz der Kantone und Gemeinden sein. Eine Lösung für die Umsetzung dieser Vorgabe steht noch aus. Deshalb hat der Bundesrat die Statuten unter Vorbehalt genehmigt. Das UVEK setzt eine Arbeitsgruppe ein, welcher Vertreter von interessierten Bundesstellen, der Kantone, Städte und Gemeinden sowie der Swissgrid AG angehören werden, um bis Mitte 2009 eine Lösung zu finden. (BFE/bs)

Schweiz und Liechtenstein informieren sich

Der Vizedirektor des Bundesamtes für Energie, Michael Kaufmann, hat Mitte Januar bei einem Besuch in Liechtenstein die Eckwerte der schweizerischen Energiepolitik erläutert.

Kaufmann informierte den für Energie zuständigen liechtensteinischen Vizeregierungschef Klaus Tschüscher unter anderem über die Förderung erneuerbarer Energien, die geplante Weiterführung des Programms «EnergieSchweiz» nach 2010, den Stand der CO₂-Gesetzgebung sowie über erste Erfahrungen der Liberalisierung im Strommarkt.

Als vorbildlich bezeichnete Kaufmann das liechtensteinische Fördermodell für den Einsatz erneuerbarer Energien und

der Energieeffizienz, wie das Volkswirtschaftsamt in Vaduz mitteilte.

Die Schweiz sei dabei, Effizienzvorschriften für elektrische Geräte zu erlassen. Diese Bestimmungen hätten aufgrund des Zollvertrags auch für Liechtenstein Gültigkeit.

Sowohl die liechtensteinische als auch die Schweizer Seite betonten beim Treffen die gute Zusammenarbeit etwa in der Energiedirektoren- und in der Energiefachstellenkonferenz. Der stellvertretende Regierungschef Tschüscher unterstrich, als Importland von Energie seien vertrauenswürdige Partnerschaften für das Fürstentum ausserordentlich wichtig. (SDA/bs)



NIV-Events

Fehraltorf, ESTI	26. Februar 2009; 29. Juni 2009; 22. September 2009	in deutsch
Luzern, Verkehrshaus	30. März 2009	in deutsch
Basel, UBS Ausbildungszentrum	02. April 2009	in deutsch
Bern, Hotel Kreuz	28. April 2009	in deutsch
Landquart, Forum im Ried	05. Mai 2009	in deutsch
Bellinzona, Banco Stato	25. Mai 2009	in italienisch
Fribourg, Forum Fribourg	9. Juni 2009	in französisch
Montreux, Hotel Hélovetie	17. Juni 2009	in französisch

Von:

An:

Electrosuisse
Luppenstrasse 1
8320 Fehraltorf

Fax Nr.

Fax Nr. 044 956 12 49

Tel. Nr.

Tel.Nr. 044 956 11 75

E-Mail:

E-Mail: weiterbildung@electrosuisse.ch

Teilnehmer - Anmeldung

Name	Vorname	Teilnahmedatum									
		Fe 26.02.	LU 30.03.	BS 02.04.	BE 28.04.	Lq 05.05.	Bel. 25.05.	FR 09.06.	Mont. 17.06.	Fe 29.06.	Fe 22.09.

Liefer- und / oder Rechnungsadresse

Kundennummer	
Firma	
Abteilung	
Strasse / Nr.	
PLZ / Ort	

Rechnungsadresse (falls nicht identisch mit obiger Adresse):

Firma	
Abteilung	
Strasse / Nr.	
PLZ / Ort	

Datum: _____

Unterschrift: _____



NIV-Events

Fehraltorf, ESTI

Donnerstag, 26. Februar 2009 in deutsch
Montag, 29. Juni 2009 in deutsch
Dienstag, 22. Sept. 2009 in deutsch

Luzern, Verkehrshaus

Montag, 30. März 2009 in deutsch

Basel, UBS Ausbildungszentrum

Donnerstag, 2. April 2009 in deutsch

Bern, Hotel Kreuz

Dienstag, 28. April 2009 in deutsch

Landquart, Forum im Ried

Dienstag, 5. Mai 2009 in deutsch

Bellinzona, Banco Stato

Montag, 25. Mai 2009 in italienisch

Fribourg, Forum Fribourg

Dienstag, 9. Juni 2009 in französisch

Montreux, Hotel Hélovetie

Mittwoch, 17. Juni 2009 in französisch

jeweils 15.30 – 17.15 Uhr, anschliessend Apéro

Zielgruppen

Verantwortliche von EVU für die
Installationskontrolle
Inhaber einer allgemeinen
Installationsbewilligung
Unabhängige Kontrollorgane
Akkreditierte Inspektionsstellen

Kosten

CHF 50.00, Apéro inbegriffen

Anmeldung

Senden Sie das beiliegende Anmeldeformular
an Electrosuisse, Anlassorganisation,
Luppenstrasse 1, 8320 Fehraltorf
oder per Fax an 044 956 12 49

Tagungsziel

Erläuterung der Aufsichtsaufgaben
ESTI im Bereich NIV
Informationsaustausch
Beantwortung von Fragen

Anmeldung über das Internet:

www.electrosuisse.ch

Tagungsleiter

Roland Hürlimann
Leiter Inspektionen ESTI, Fehraltorf

Für weitere Informationen wenden Sie sich
bitte an Electrosuisse, Anlassorganisation,
Telefon direkt 044 956 11 75

Unterlagen

Es werden keine Unterlagen
abgegeben. Die Präsentationen
werden unter www.esti.admin.ch zur
Verfügung gestellt.

Programm

- 15.30 **Begrüssung, Einführung in die Themen**
Roland Hürlimann, Leiter Inspektionen ESTI, Fehraltorf
- 15.35 **Aufsichts- und Kontrolltätigkeiten des ESTI im Zusammenhang mit Installations- und Kontrollbewilligungen**
Peter Rey, Leiter Rechtsdienst ESTI, Fehraltorf
Grundlagen, Schwerpunkte, Ergebnisse der Kontrollen und Schlussfolgerungen
- 16.00 **Zusammenarbeit ESTI/Netzbetreiberinnen bei der Durchsetzung von periodischen Kontrollen**
Roland Hürlimann, Leiter Inspektionen ESTI, Fehraltorf
Aufbereitung der Daten durch die Netzbetreiberinnen, Abläufe beim ESTI, Fristenüberwachung
- 16.25 **Formeller und materieller Inhalt der Sicherheitsnachweise**
André Moser, Inspektor ESTI, Fehraltorf
Beispiele ungenügender Nachweise, weiteres Vorgehen der Netzbetreiberinnen und des ESTI in solchen Fällen
- 16.50 **Fragen, Diskussion**
- ca. 17.15 **Apéro**